

Réf : DCM2025-112

Nombre de membres afférents au conseil municipal : 29		
En Exercice	Présents	Qui ont pris part à la délibération
29	24	29

Date de la convocation : 02/12/2025

Notifiée aux élus le : 02/12/2025

Date de l'affichage : 02/12/2025

OBJET : Constatation de la dotation aux amortissements et décision d'étaler une charge sur 8 ans

SÉANCE LUNDI 08 DÉCEMBRE 2025

L'an DEUX MILLE VINGT-CINQ, le HUIT DÉCEMBRE à 17H30, le Conseil Municipal d'Aigues-Mortes, régulièrement convoqué le 02 décembre 2025 (affichage du même jour), s'est réuni au nombre prescrit, en salle du Conseil Municipal, sous la présidence de M. Pierre MAUMÉJEAN, Maire.

PRÉSENT-E-S : Pierre MAUMEJEAN, Gilles TRAULLET, Marielle NEPTY, Arnaud FOUREL, Patricia VAN DER LINDE, Jean-Claude CAMPOS, Josiane ROSIER-DUFOND, Michel LEBLANC, Véronique BONVICINI, Christian LAPISARDI, Andrée DAMOUR, Michèle PALLARES, Alain BAILLIEU, Christian GROUL, Yves GRAS, Jean-Claude BASCHIOU, Régis VIANET, Christine DUCHANGE, Maguelone CHAREYRE, Joachim RAMS, Olivier BERTRAND, Cédric BONATO, Carine VANDERBISTE, Stéphane PIGNAN

ABSENT-E-S AYANT DONNÉ PROCURATION : AUSSANNAIRE à Pierre MAUMEJEAN
Janine LHUILLIER à Christine DUCHANGE Stéphanie PIERRON à Véronique BONVICINI
Nathalie LALLOUETTE à Andrée DAMOUR Maryline POUGENC à Cédric BONATO

ABSENTS NON-REPRÉSENTÉS : Néant

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Arnaud FOUREL

Rapporteur : Régis VIANET – Conseiller Municipal délégué

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles relatifs à la comptabilité publique ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable **M57** applicable à la collectivité ;

Vu décision modificative n° 3 de l'exercice 2025

Considérant que la collectivité doit constater annuellement les **dotations aux amortissements** correspondant aux immobilisations mises en service ;

Considérant qu'il convient également d'étaler une charge enregistrée au **compte 4818** sur une durée de **8 ans**, conformément aux dispositions comptables en vigueur ;

Considérant que ces opérations permettent d'assurer une présentation fidèle et sincère des comptes de la collectivité.

Il est proposé au conseil municipal de constater au compte :

- **6811 – Dotations aux amortissements : 586 000 €**

En contrepartie, l'amortissement cumulé est porté au compte :

- **28031 – Amortissements des immobilisations corporelles : 586 000 €**

La collectivité a inscrit une charge exceptionnelle au :

- **4818 – Charges à étaler : 586 000 €**

Conformément aux règles comptables, il est proposé de procéder à un étalement sur **8 ans**.

La reprise annuelle s'élèvera donc à :

- **73 250 € par an** (586 000 € / 8). Et ce à compter de 2026

Chaque année, la reprise sera constatée au compte :

- **791 – Transferts de charges : 73 250 €**

Le conseil municipal est invité à délibérer.

Le conseil municipal, ouï l'exposé qui précède et après en avoir délibéré à la majorité,

- **DÉCIDE** de constater la dotation aux amortissements suivante (**compte 6811**) ainsi que sa contrepartie au **compte 28031** (Amortissements des immobilisations corporelles) à hauteur de : **586 000 €** ;
- **INSCRIT** une charge exceptionnelle au **compte 4818 – Charges à étaler** à la même hauteur de : **586 000 €** ;
- **PROCÈDE** à un étalement sur **8 ans** selon les modalités suivantes :
 - **73 250 € par an** (586 000 € / 8), à compter de l'exercice 2026
 - Reprise annuelle constatée au **compte 791 – Transferts de charges** : **73 250 €**
- **AUTORISE** M. le Maire à signer tout document et acte se rapportant à cette affaire.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an susdits,

Pour copie conforme

Publication certifiée exécutoire

Pour le Maire d'Aigues-Mortes
 et par délégation,
 Christophe BARONI,
 Directeur général des services



[Handwritten signature in blue ink]

Résultats du vote :

Délibération 2025-112	Constatation de la dotation aux amortissements et décision d'étaler une charge sur 8 ans	Pour :	27	GROUPE MAJORITAIRE - J.RAMS – C. BONATO – M. POUGENC – S. PIGNAN
		Contre :	2	O. BERTRAND – C. VANDERBISTE
		Abstention :	0	NÉANT

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'Assemblée délibérante ainsi que d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif (16 Avenue Feuchères – CS 88010 – 30 941 NÎMES CEDEX 09 ou www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois, à compter de sa publication